



RAPPORT DE SYNTHÈSE (VERSION PUBLIQUE)

20 juillet 2017

Appel d'offres portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de techniques de conversion du rayonnement solaire d'une puissance supérieure à 100 kWc et situées dans les zones non interconnectées

En application des dispositions des articles L. 311-10 et R. 311-13 et suivants du code de l'énergie, la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat a lancé un appel d'offres portant sur la réalisation et l'exploitation d'Installations de production d'électricité à partir de techniques de conversion du rayonnement solaire d'une puissance supérieure à 100 kWc et situées dans les zones non interconnectées, par un avis publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) le 15 décembre 2016¹.

Les conditions de participation et le détail des pièces à fournir ont été définis dans le cahier des charges, arrêté par le ministre chargé de l'énergie, et dont la dernière version a été publiée sur le site de la CRE le 10 mai 2017 à la suite de trois modifications successives du document².

L'appel d'offres porte sur une puissance maximale recherchée de 50 MWc. Il est décomposé en trois familles :

- Famille 1 (10 MWc) : installations sur bâtiments et ombrières de parking couplant production et stockage, de puissance comprise entre 100 et 250 kWc ;
- Famille 2 (15 MWc) : installations sur bâtiments et ombrières de parking couplant production et stockage, de puissance strictement supérieure à 250 kWc et inférieure ou égale à 1,5 MWc ;
- Famille 3 (25 MWc) : installations au sol couplant production et stockage, de puissance strictement supérieure à 250 kWc et inférieure ou égale à 5 MWc.

Cet appel d'offres présente la particularité de porter sur des installations de production d'électricité à partir du rayonnement solaire couplées à des dispositifs de stockage devant permettre aux producteurs de respecter certaines contraintes sur différents paramètres de leur injection. Des pénalités sur la rémunération sont prévues en cas d'écarts importants entre la production et la prévision faite le jour précédent et envoyée au gestionnaire de réseau.

Une option de fourniture de puissance garantie à la pointe a également été intégrée, permettant aux candidats de bénéficier d'une rémunération de l'énergie majorée de 200 €/MWh sur un créneau de deux heures d'heures de pointe défini pour chaque territoire, à condition notamment qu'ils maintiennent une puissance d'injection sur le réseau d'au moins 20 % de la puissance crête de l'installation sur ces deux heures.

Le présent rapport présente la méthode appliquée pour l'instruction en application des prescriptions du cahier des charges, les principales caractéristiques des offres déposées et des dossiers que la CRE propose de retenir, ainsi que le classement établi par la CRE.

¹ Avis n° 2016/S 242-441980 publié au JOUE le 15 décembre 2016.

² Avis n° 2017/S 062-116923 publié au JOUE le 29 mars 2017, Avis n° 2017/S 081-157087 publié au JOUE le 26 avril 2017, et Avis n° 2017/S 088-173056 publié au JOUE le 6 mai 2017.

Dans la suite du rapport, l'expression « dossiers que la CRE propose de retenir » fait référence aux dossiers dont la somme des puissances permet d'atteindre la puissance maximale recherchée.

Synthèse de l'instruction

Deux-cent-vingt (220) plis ont été déposés sur la plateforme de candidature en ligne avant la date et l'heure limites de dépôt des offres. Parmi ceux-ci, huit (8) dossiers ont été identifiés comme correspondant au double d'un dossier déjà déposé ou à un pli vide.

Pour atteindre la puissance maximale recherchée de 50 MWC, la CRE a examiné, en application des prescriptions du paragraphe 1.3.4 du cahier des charges, soixante-treize (73) dossiers.

Sur les soixante-treize (73) dossiers instruits, six (6) ont été éliminés pour les motifs suivants :

- Un (1) dossier présentait un prix unitaire indiqué au C du formulaire strictement inférieur au prix plancher défini au paragraphe 4.2 ;
- Deux (2) dossiers ne respectaient pas les exigences du paragraphe 3.3.4 en matière de documents à fournir au titre de l'urbanisme ;
- Un (1) dossier en raison du non-respect de la condition d'admissibilité 2.2 du cahier des charges portant sur les limites de puissance et distance entre installations ;
- Deux (2) dossiers ne comprenaient pas la délégation de signature nécessaire.

Soixante-sept (67) dossiers complets ont donc été classés en application des prescriptions du cahier des charges, qui prévoit au paragraphe 1.2.1 que « pour chaque famille, la dernière offre retenue - les dernières en cas de candidats ex-æquo - pourra conduire au dépassement de la puissance cumulée appelée ». La puissance cumulée de ces dossiers s'élève à 63 MWC.

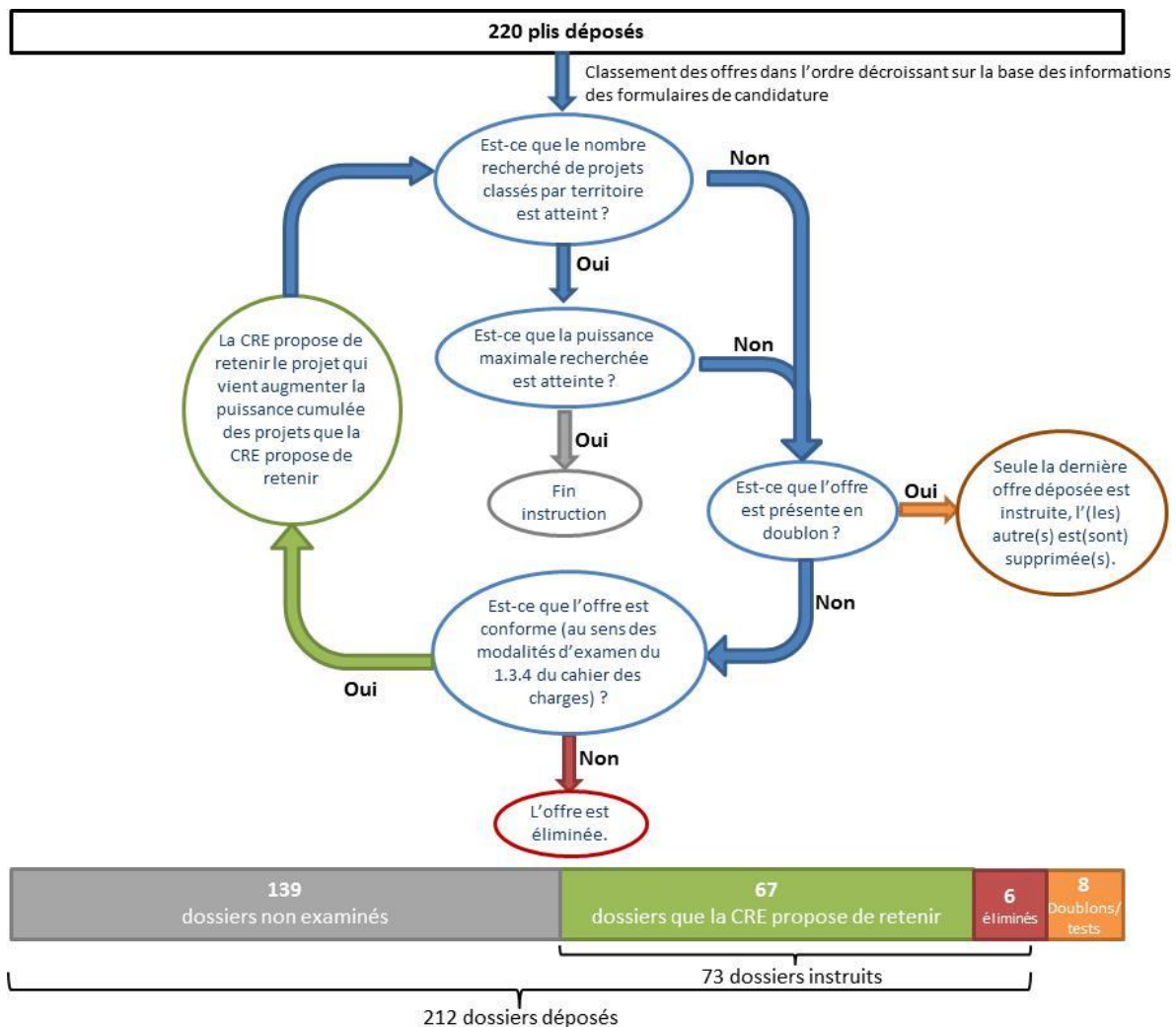


Illustration de la procédure d'instruction des dossiers

Le tableau suivant présente la synthèse de l'instruction des dossiers. La liste des dossiers que la CRE propose de retenir intègre dans chaque famille le projet (ou les projets *ex-aequo* le cas échéant) dont la sélection a pour effet de porter la puissance cumulée à un niveau supérieur ou égal à la puissance recherchée.

| Famille | Nombre de dossiers | | Prime moyenne pondérée des dossiers (€/MWh) | | Puissance cumulée des dossiers (MW) | | Puissance maximale recherchée (MW) |
|------------------------|----------------------|--|---|--|-------------------------------------|--|------------------------------------|
| | Déposés ³ | Dossiers que la CRE propose de retenir | Déposés | Dossiers que la CRE propose de retenir | Déposés | Dossiers que la CRE propose de retenir | |
| F-1 | 74 | 42 | 212,1 | 198,5 | 17,2 | 10,0 | 10 |
| F-2 | 86 | 13 | 166,6 | 138,0 | 89,8 | 15,2 | 15 |
| F-3 | 52 | 12 | 119,0 | 81,5 | 187,9 | 38,0 | 25 |
| Toutes familles | 212 | 67 | 138,9 | 113,6 | 294,9 | 63,3 | 50 |

Pour rappel, pour l'ensemble des trois familles, les candidats lauréats seront rémunérés, pendant vingt ans, à hauteur du prix d'achat proposé dans leur offre.

A noter qu'une majoration de 3 €/MWh du prix d'achat proposé est accordée si le candidat s'engage dans son offre à recourir à l'investissement participatif pour financer son projet en respectant les prescriptions du paragraphe 3.3.7 du cahier des charges. Si l'engagement n'est pas respecté, le prix d'achat est alors minoré de 3 €/MWh.

69 % des candidats portant les dossiers que la CRE propose de retenir ont choisi l'option de fourniture de puissance garantie à la pointe dès la première année de fonctionnement de l'installation. Ce principe a pour effet de majorer le prix d'achat moyen des dossiers que la CRE propose de retenir d'environ 20 % pour les installations sur bâtiments et d'environ 35 % pour les installations au sol par rapport aux primes moyennes pondérées présentées dans le tableau ci-dessus, les portant respectivement à 238,7, 168,8 et 109,7 €/MWh pour les familles 1, 2 et 3.

L'annexe 9 du cahier des charges relative aux conditions applicables au stockage de l'énergie précise qu' « à chaque date anniversaire du contrat, [...] le producteur peut passer d'un fonctionnement sans fourniture de puissance garantie à la pointe du soir à un fonctionnement avec fourniture de puissance garantie à la pointe du soir. Le passage dans le sens contraire n'est pas possible ». La CRE a donc envisagé deux scénarios pour l'estimation des charges de service public liées à cet appel d'offres, et ce afin de tenir compte des éventuels passages en fourniture de puissance garantie à la pointe au cours des 20 années de fonctionnement des installations.

Le « scénario bas » ne prend en compte le fonctionnement avec fourniture de puissance garantie à la pointe que pour les candidats l'ayant choisi dès la première année de fonctionnement.

Le « scénario haut » prend pour hypothèse un fonctionnement avec fourniture de puissance garantie à la pointe pour l'intégralité des dossiers classés que la CRE propose de retenir et ce sur les 20 années de fonctionnement des installations. Le ratio de l'énergie produite à la pointe par rapport à la production totale est déterminé de la manière suivante :

(a) Si le candidat n'a pas déclaré de fonctionnement avec fourniture de puissance garantie à la pointe, le calcul prend en compte la puissance d'injection du dispositif de stockage déclarée dans le dossier de candidature. Cette valeur est utilisée pour calculer la production théorique à la pointe deux heures par jour sur l'année.

(b) Si le candidat a déclaré un fonctionnement avec fourniture de puissance garantie à la pointe, le calcul prend en compte le maximum entre la part de l'énergie produite à la pointe déclarée et la valeur calculée à partir de la puissance d'injection du dispositif de stockage de la même façon qu'en (a).

³ Deux-cent-vingt (220) dossiers ont été récupérés depuis la plateforme de candidature parmi lesquels huit (8) doublons ou dossiers test ont été identifiés et retirés de l'instruction. Le total de deux-cent-douze (212) dossiers déposés ne tient cependant pas compte des éventuels doublons sur l'ensemble des dossiers non examinés.

Le tableau suivant présente les estimations de charges de service public calculées pour la première année de fonctionnement des installations ainsi que sur les 20 ans du contrat d'achat.

| | « Scénario bas » | « Scénario haut » |
|--|------------------|-------------------|
| Charges de service public pour la 1ère année de fonctionnement | 7,4 M€ | 11,9 M€ |
| Charges de service public sur 20 ans | 129,2 M€ | 214,6 M€ |

Ces calculs prennent pour hypothèses :

- Un coût évité moyen de 53,4 €/MWh calculé à partir des parts relatives à la production dans les tarifs réglementés de vente (PPTV) et les taux de pertes 2016 de chaque territoire, avec une hypothèse de croissance des PPTV de 2 % par an ;
- Une diminution de la perte annuelle de rendement de 0,5 %, correspondant à la moyenne des valeurs déclarées par les candidats à cet appel d'offres ;
- Une indexation des tarifs d'achat de 0,4 % par an correspondant à une inflation de 2 % par an appliquée à la part variable de la formule d'indexation définie dans le cahier des charges.
- Les productibles moyens calculés par territoire à partir des estimations des candidats synthétisés dans le tableau ci-dessous :

| Productible moyen en kWh/kWc ou en heures _{Seq,PP} /an | | | | | |
|---|------------|------------|-------|---------|--------|
| Guadeloupe | Martinique | La Réunion | Corse | Mayotte | Guyane |
| 1425 | 1375 | 1442 | 1386 | 1511 | 1348 |

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| 1. METHODOLOGIE RETENUE POUR L'INSTRUCTION..... | 6 |
| 1.1 NOTATION DU PRIX..... | 6 |
| 1.2 NOTATION DE L'IMPACT CARBONE | 7 |
| 1.3 NOTATION DE LA PERTINENCE ENVIRONNEMENTALE | 7 |
| 1.4 NOTATION DE LA DETENTION DE L'AUTORISATION D'URBANISME | 7 |
| 2. ANALYSE DES OFFRES REÇUES | 8 |
| 2.1 PRIX PROPOSE PAR LES CANDIDATS | 8 |
| 2.2 MAJORATION DU PRIX EN CAS DE FOURNITURE DE PUISSANCE A LA POINTE | 11 |
| 2.3 BONUS ET MALUS (FAMILLE 3) | 11 |
| 2.3.1 Bonus lié au terrain d'implantation | 11 |
| 2.3.2 Malus lié à la détention de l'autorisation d'urbanisme | 11 |
| 2.4 INVESTISSEMENT PARTICIPATIF..... | 12 |
| 2.5 ANALYSE PAR TERRITOIRE DES RESULTATS DE L'INSTRUCTION | 12 |
| 2.5.1 Nombres minimaux de dossiers classés par territoire | 12 |
| 2.5.2 Prix par territoire | 12 |
| 2.5.3 Répartition géographique des projets | 13 |
| 2.6 CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES INSTALLATIONS | 14 |
| 2.6.1 Technologies | 14 |
| 2.6.2 Fabricants des modules photovoltaïques | 14 |
| 2.6.3 Fabricants des dispositifs de stockage | 15 |
| 2.6.4 Provenance géographique des matériels et technologies des installations | 15 |
| 2.6.5 Evaluation carbone simplifiée..... | 18 |
| 3. CLASSEMENT DES OFFRES..... | 19 |
| 3.1 CLASSEMENT DES OFFRES DE LA FAMILLE 1..... | 19 |
| 3.1.1 Liste des dossiers que la CRE propose de retenir | 19 |
| 3.1.2 Liste des dossiers éliminés | 20 |
| 3.1.3 Liste des dossiers non instruits | 20 |
| 3.2 CLASSEMENT DES OFFRES DE LA FAMILLE 2..... | 21 |
| 3.2.1 Liste des dossiers que la CRE propose de retenir | 21 |
| 3.2.2 Liste des dossiers éliminés | 21 |
| 3.2.3 Liste des dossiers non instruits | 22 |
| 3.3 CLASSEMENT DES OFFRES DE LA FAMILLE 3..... | 23 |
| 3.3.1 Liste des dossiers que la CRE propose de retenir | 23 |
| 3.3.2 Liste des dossiers non instruits | 23 |

1. METHODOLOGIE RETENUE POUR L'INSTRUCTION

Chaque dossier se voit attribuer une note sur 100 points, attribuée conformément à la grille suivante :

| Critère | Note maximale (la note minimale est 0) | |
|--|---|------------|
| | Familles 1 et 2 | Famille 3 |
| Prix (NP) | 70 | 67 |
| Impact carbone (NC) | 30 | 20 |
| Pertinence environnementale (NE) | - | 9 |
| Détention de l'Autorisation d'Urbanisme (NA) | - | 4 |
| TOTAL | 100 | 100 |

Pour chaque famille, l'ensemble des dossiers reçus est classé par ordre décroissant de note, sur la base des informations extraites des formulaires de candidature fournis par les candidats.

Dans un premier temps, les dossiers sont ouverts par territoire d'implantation, par ordre décroissant de note, de manière à respecter les prescriptions du paragraphe 1.3.4 du cahier des charges : « La CRE établit un classement des candidats par famille.

- Pour la famille 1, les 4 dossiers les mieux classés et non éliminés à La Réunion, en Martinique, à Mayotte, en Guadeloupe et en Guyane seront proposés dans la liste des lauréats.
- Pour la famille 2, les 2 projets les mieux classés et non éliminés à La Réunion, en Martinique et à Mayotte, ainsi que le projet le mieux classé en Guadeloupe et en Guyane seront proposés dans la liste des lauréats.
- Pour la famille 3, le projet le mieux classé et non éliminé à La Réunion et en Martinique sera proposé dans la liste des lauréats. »

Dans un second temps, les dossiers sont ouverts un à un par ordre décroissant de note, sans considération du territoire d'implantation, jusqu'à ce que la puissance cumulée des dossiers jugés recevables, y compris ceux d'ores et déjà identifiés à la première étape, atteigne la puissance maximale recherchée. Dans le cas où le dernier dossier instruit permettant d'atteindre la puissance maximale recherchée présente une note pour laquelle d'autres candidats sont *ex-aequo*, les dossiers de ces candidats sont également instruits.

Lors de l'instruction d'une offre, la CRE vérifie la compatibilité de l'offre avec les conditions d'admissibilité prévues aux paragraphes 2.1 et 2.2 du cahier des charges, ainsi que la présence et la conformité des pièces de la candidature au regard des exigences du paragraphe 3.3. La CRE vérifie également que les différentes « sous-notes » attribuées à chaque candidat sur la base des informations du formulaire de candidature sont justifiées au regard des éléments de son dossier.

1.1 Notation du prix

La note de prix est attribuée sur la base du prix proposé par le candidat à partir de la formule *NP* suivante :

$$NP = NP_0 \times \left(\frac{P_{sup} - P}{P_{sup} - P_{inf}} \right)$$

Formule dans laquelle :

- *P* est le prix proposé par le candidat au C. du formulaire de candidature ;
- *NP₀* est égal à 70 pour les familles 1 et 2, et à 67 pour la famille 3 ;
- *P_{sup}* et *P_{inf}* sont les prix plafond et plancher définis dans le cahier des charges pour chaque famille :

| Famille | <i>P_{inf}</i> | <i>P_{sup}</i> |
|---------|------------------------|------------------------|
| | (€/MWh) | |
| F-1 | 100 | 300 |
| F-2 | 100 | 300 |
| F-3 | 50 | 250 |

Les projets dont le prix proposé est strictement inférieur au prix plancher ou strictement supérieur au prix plafond de la famille à laquelle ils appartiennent sont éliminés.

1.2 Notation de l'impact carbone

La note portant sur l'impact carbone est calculée selon la formule suivante :

$$NC = NC_0 \times \left(\frac{ECS_{sup} - ECS}{ECS_{sup} - ECS_{inf}} \right)$$

Formule dans laquelle :

- ECS est la valeur de l'évaluation carbone proposée par le candidat au C. du formulaire de candidature (arrondie au multiple de 50 le plus proche) ;
- NC_0 est égal à 30 pour les familles 1 et 2, et à 0 pour la famille 3 ;
- ECS_{sup} et ECS_{inf} sont les valeurs plafond et plancher définies dans le cahier des charges : $ECS_{sup} = 700 \text{ keqCO}_2/\text{kWc}$ et $ECS_{inf} = 100 \text{ keqCO}_2/\text{kWc}$.

Si $ECS > ECS_{sup}$, NC est nulle, si $ECS < ECS_{inf}$, NC est égale à NC_0 . Un projet obtenant une note nulle pour l'ECS n'est pas éliminé. Les projets qui présentent une valeur d'ECS non conforme à l'évaluation carbone simplifiée ou aux solutions techniques renseignées dans le formulaire de candidature sont éliminés.

1.3 Notation de la pertinence environnementale

Cette note s'applique uniquement aux installations photovoltaïques au sol (famille 3).

La note est maximale (9 points) lorsque le certificat d'éligibilité du Terrain d'implantation établi par le Préfet mentionne que le Terrain d'implantation est dégradé au sens du cahier des charges (par exemple ancien site pollué, friche industrielle...). Sinon, la note est nulle.

1.4 Notation de la détention de l'autorisation d'urbanisme

Cette note s'applique uniquement aux installations photovoltaïques au sol (famille 3).

La note est maximale (4 points) lorsque le candidat dispose de l'autorisation d'urbanisme (permis de construire en cours de validité). Sinon (disposition dérogatoire du paragraphe 3.3.4 du cahier des charges⁴), la note est nulle.

⁴ Le candidat peut joindre à son dossier en lieu et place de l'autorisation d'urbanisme une notification de modification du délai d'instruction d'une demande de permis de construire (MDIPC) et une (des) attestation(s) de mise à disposition du Terrain d'implantation.

2. ANALYSE DES OFFRES REÇUES

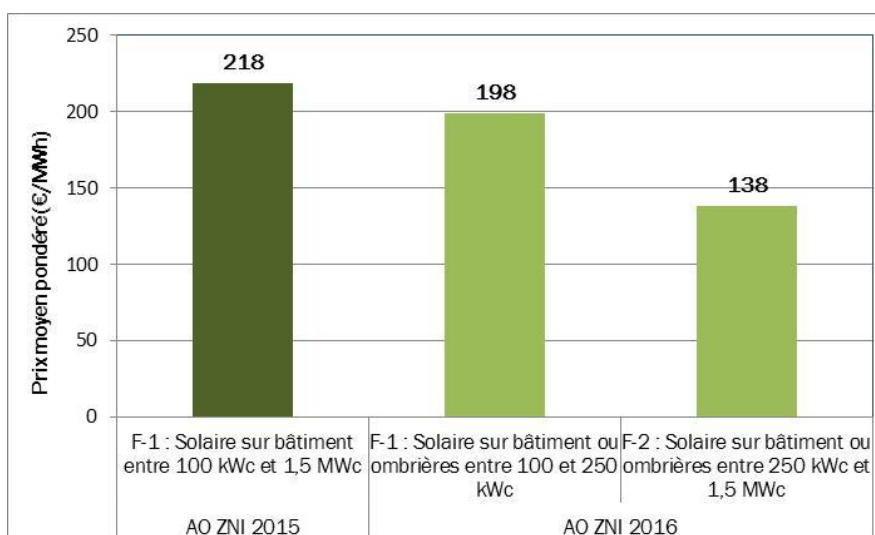
L'analyse statistique suivante porte sur les soixante-sept (67) dossiers que la CRE propose de retenir ainsi que sur l'ensemble des deux-cent-douze (212) dossiers déposés, hors doublons identifiés.

2.1 Prix proposé par les candidats

Les prix moyens pondérés par la puissance proposés par les candidats pour chaque famille s'élèvent à :

- 212,1 €/MWh pour l'ensemble des dossiers, et à 198,5 €/MWh pour les dossiers que la CRE propose de retenir pour la famille 1 ;
- 166,6 €/MWh pour l'ensemble des dossiers, et à 138,0 €/MWh pour les dossiers que la CRE propose de retenir pour la famille 2 ;
- 119,0 €/MWh pour l'ensemble des dossiers, et à 81,5 €/MWh pour les dossiers que la CRE propose de retenir pour la famille 3 ;
- 138,9 €/MWh pour l'ensemble des dossiers, et à 113,6 €/MWh pour les dossiers que la CRE propose de retenir toutes familles confondues.

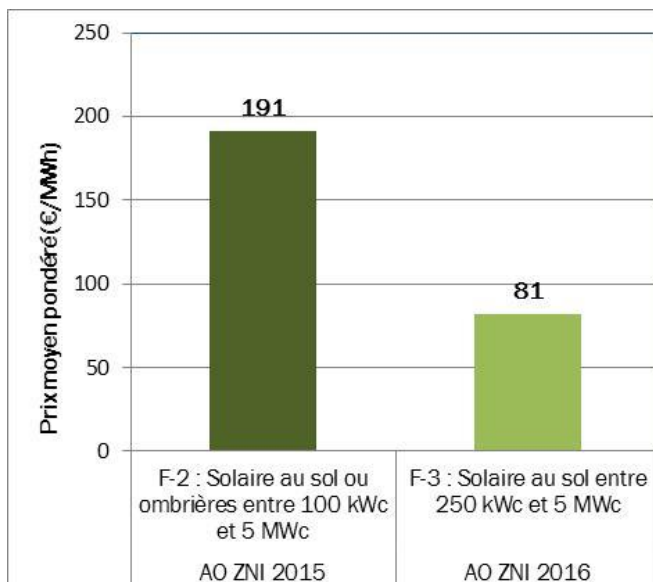
Les graphiques ci-après présentent l'évolution du prix moyen pondéré des offres que la CRE a proposé de retenir pour les différentes familles par rapport au précédent appel d'offres lancé en 2015⁵ portant sur des installations et des conditions de rémunération comparables.



Evolution du prix moyen des offres que la CRE propose de retenir pour les installations sur bâtiments

Concernant le précédent appel d'offres lancé en 2015, si la famille 1 portait sur des installations sur bâtiments de puissance comprise entre 100 kWc et 1,5 MW, les dossiers que la CRE a proposé de retenir présentaient tous une puissance supérieure à 250 kW. Cette famille constitue donc un bon comparable pour la famille 2 du présent appel d'offres. On observe que le prix moyen pondéré des offres que la CRE propose de retenir est passé de 218 €/MWh (famille 1 de l'appel d'offres de 2015), à 138 €/MWh (famille 2 du présent appel d'offres), soit une baisse de 37 % en moins de 2 ans.

⁵ Appel d'offres portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de techniques de conversion du rayonnement solaire d'une puissance supérieure à 100 kWc et situées dans les zones non interconnectées lancé par l'avis n° 2015/S 93-166551 publié au JOUE le 15 mai 2015.



Evolution du prix moyen des offres que la CRE propose de retenir pour les installations au sol

Concernant le précédent appel d'offres lancé en 2015, si la famille 2 portait sur des installations au sol et sur ombrières de parking de puissance comprise entre 100 kWc et 5 MWh, la grande majorité des dossiers que la CRE a proposé de retenir consistait en des installations au sol de puissance supérieure à 250 kW. Cette famille constitue donc un bon comparable pour la famille 3 du présent appel d'offres. On observe que le prix moyen pondéré des offres que la CRE propose de retenir est passé de 191 €/MWh (famille 2 de l'appel d'offres de 2015), à 81 €/MWh (famille 3 du présent appel d'offres), soit une baisse de 57 % en moins de 2 ans.

Les limites des prix proposés par les candidats sont indiquées dans le tableau suivant.

| | Prix minimaux proposés en €/MWh | | | Prix maximaux proposés en €/MWh | | |
|-----------|---------------------------------|---------|--|---------------------------------|---------|--|
| | P _{inf} | Déposés | Dossiers que la CRE propose de retenir | P _{sup} | Déposés | Dossiers que la CRE propose de retenir |
| Famille 1 | | | | | | |
| Famille 2 | | | | | | |
| Famille 3 | | | | | | |

Les graphiques ci-dessous présentent la répartition des dossiers par tranche de prix proposé pour chacune des trois familles.





Répartition des dossiers par tranche de prix proposé

Pour rappel, la CRE propose de retenir certains projets en application d'une prescription du cahier des charges imposant un nombre minimal de dossiers retenus pour certains territoires, d'où le fait que des dossiers ne soient pas retenus alors qu'ils présentent des prix moins élevés que le celui de certains dossiers que la CRE propose de retenir (c.f. paragraphe 1.3.4 du présent rapport).

La comparaison des prix proposés observés entre les familles 1 et 2 – portant toutes deux sur des installations sur bâtiment mais respectivement de petite et de grande puissance – montre l'influence de la taille de l'installation sur le prix : le prix moyen pondéré pour l'ensemble des dossiers que la CRE propose de retenir dans la famille 2 est 30 % moins élevé que celui de la famille 1 alors que la puissance moyenne des installations que la CRE propose de retenir dans la famille 2 est près de 5 fois celle de la famille 1.

Par ailleurs, la comparaison des prix entre les familles 2 et la famille 3 montre l'impact lié au surcoût d'une installation sur bâtiments ou ombrières de parking par rapport à une installation au sol. Le prix moyen pondéré pour l'ensemble des dossiers que la CRE propose de retenir des installations strictement inférieures ou égales à 1,5 Mwc de la famille 3 est de 66,7 €/MWh, soit 52 % moins élevé que celui de la famille 2.



Prix proposé par les candidats en fonction de la taille des installations

2.2 Majoration du prix en cas de fourniture de puissance à la pointe

Dans leurs offres, les candidats ont indiqué s'ils envisageaient un fonctionnement avec ou sans fourniture de puissance garantie à la pointe du soir (créneau de deux heures fixé par le cahier des charges pour chaque territoire). Cette option permettra aux lauréats de bénéficier d'une rémunération majorée de 200 €/MWh pour l'énergie qui sera injectée sur le réseau au cours de cette période de pointe.

Sur les 73 dossiers instruits, 50 ont indiqué vouloir bénéficier de cette option dès la première année de fonctionnement de leur installation. L'analyse des estimations de production de ces dossiers ont permis de calculer que les candidats projettent de fournir autour de 20 % de leur production totale durant les périodes de pointe.

En raison de la majoration présentée ci-dessus, la part de la rémunération que les candidats projettent de percevoir pour l'énergie injectée durant les périodes de pointe se situe autour de 30 % de leur rémunération totale.

Ceci a pour effet de majorer le prix d'achat moyen des dossiers que la CRE propose de retenir d'environ 20 % pour les installations sur bâtiments et d'environ 35 % pour les installations au sol par rapport à la moyenne des primes demandées dans les offres.

| | Part de l'énergie fournie à la pointe | Part de la rémunération perçue par le candidat à la pointe | Prix moyen pondéré des dossiers que la CRE propose de retenir | Rémunération réellement perçue par le candidat |
|-----|---------------------------------------|--|---|--|
| | % | % | €/MWh | €/MWh |
| F-1 | 21% | 31% | 198,5 | 238,7 |
| F-2 | 16% | 29% | 138,0 | 168,8 |
| F-3 | 14% | 34% | 81,5 | 109,7 |

Impact de la majoration en cas de fourniture de puissance à la pointe sur la rémunération des candidats

2.3 Bonus et malus (famille 3)

2.3.1 Bonus lié au terrain d'implantation

Le tableau ci-dessous identifie les dossiers ayant déclaré être sur un terrain d'implantation dégradé, et bénéficiant donc du bonus correspondant lié à la pertinence environnementale (note NE égale à 9, prévue uniquement pour la famille 3).

| Familles | Déposés | | Dossiers que la CRE propose de retenir | |
|----------|---------|------|--|------|
| | Nb | % | Nb | % |
| F-3 | 40 | 77 % | 11 | 92 % |

La CRE estime que ce bonus a permis à cinq (5) dossiers de la famille 3 situés sur des sites dégradés de faire partie de la liste des dossiers que la CRE propose de retenir alors qu'ils n'en auraient pas fait partie en l'absence de celui-ci.

2.3.2 Malus lié à la détention de l'autorisation d'urbanisme

Le tableau ci-dessous identifie les dossiers ayant déclaré ne pas détenir d'autorisation d'urbanisme et s'inscrivant donc dans le cas de la dérogation permettant à de telles offres d'être tout de même éligibles. Leur note totale est cependant réduite de 4 points par rapport aux autres candidats (note NA égale à 0 au lieu de 4, prévue uniquement pour la famille 3).

| Familles | Déposés | | Dossiers que la CRE propose de retenir | |
|----------|---------|------|--|------|
| | Nb | % | Nb | % |
| F-3 | 43 | 83 % | 7 | 58 % |

La CRE estime que ce bonus n'a pas eu d'impact sur la liste finale des dossiers que la CRE propose de retenir.

2.4 Investissement participatif

Les candidats s'engageant à l'investissement participatif sont très peu nombreux dans la famille 1 alors qu'ils sont largement majoritaires dans les familles 2 et 3 : ils représentent 17 % des dossiers que la CRE propose de retenir pour la famille 1, 85 % pour la famille 2, 100 % pour la famille 3, soit 45 % des dossiers toutes familles confondues.

2.5 Analyse par territoire des résultats de l'instruction

2.5.1 Nombres minimaux de dossiers classés par territoire

Le tableau ci-dessous présente par territoire le nombre de dossiers déposés, le nombre de dossiers éliminés et le nombre de dossiers que la CRE propose de retenir en prenant en compte les prescriptions du paragraphe 1.3.4 du cahier des charges imposant un nombre minimal de projets classés pour certains territoires⁶.

Les prescriptions ont pu être respectées, à l'exception de celles portant sur la Martinique et la Guyane pour la famille 1, faute d'un nombre de dossiers déposés suffisant pour atteindre l'objectif de 4 projets proposés dans la liste des lauréats.

| | F-1 | | | | F-2 | | | | F-3 | | | |
|------------|-----------------------|------------------------|---|-------------------------------------|-----------------------|------------------------|---|-------------------------------------|-----------------------|------------------------|---|-------------------------------------|
| | Nb de projets déposés | Nb de projets éliminés | Nb de projets que la CRE propose de retenir | Nb min de projets classés recherché | Nb de projets déposés | Nb de projets éliminés | Nb de projets que la CRE propose de retenir | Nb min de projets classés recherché | Nb de projets déposés | Nb de projets éliminés | Nb de projets que la CRE propose de retenir | Nb min de projets classés recherché |
| La Réunion | 47 | 3 | 7 | 4 | 34 | 0 | 4 | 2 | 15 | 0 | 6 | 1 |
| Martinique | 2 | 1 | 1 | 4 | 5 | 0 | 2 | 2 | 6 | 0 | 1 | 1 |
| Mayotte | 6 | 0 | 4 | 4 | 7 | 1 | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | |
| Guadeloupe | 18 | 0 | 12 | 4 | 18 | 0 | 1 | 1 | 11 | 0 | 3 | |
| Guyane | 1 | 0 | 1 | 4 | 4 | 0 | 1 | 1 | 8 | 0 | 2 | |
| Corse | 19 | 1 | 17 | | 18 | 0 | 3 | | 20 | 0 | 0 | |

Afin de respecter ces prescriptions, la CRE a été amenée à proposer de retenir des offres moins bien classées. Cette règle a permis à 5 dossiers de la famille 1 et à 2 dossiers de la famille 2 de faire partie de la liste des dossiers que la CRE propose de retenir alors qu'ils n'en auraient pas fait partie en l'absence de celle-ci.

2.5.2 Prix par territoire

Le tableau ci-dessous présente par territoire les prix moyens pondérés par la puissance des dossiers que la CRE propose de retenir :

| | Prix moyen pondéré (€/MWh) des dossiers que la CRE propose de retenir | | |
|----------------------------------|---|-------|------|
| | F-1 | F-2 | F-3 |
| Corse | | | |
| Guadeloupe | | | |
| Guyane | | | |
| La Réunion | | | |
| Martinique | | | |
| Mayotte | | | |
| Moyenne tout territoire confondu | 198,5 | 138,0 | 81,5 |

⁶ « La CRE établit un classement des candidats par famille.

- Pour la famille 1, les 4 projets les mieux classés à La Réunion, en Martinique, à Mayotte, en Guadeloupe et en Guyane seront proposés dans la liste des lauréats.

- Pour la famille 2, les 2 projets les mieux classés à La Réunion, en Martinique et à Mayotte, ainsi que le projet le mieux classé en Guadeloupe et en Guyane seront proposés dans la liste des lauréats.

- Pour la famille 3, le projet le mieux classé à La Réunion et en Martinique sera proposé dans la liste des lauréats. »

2.5.3 Répartition géographique des projets

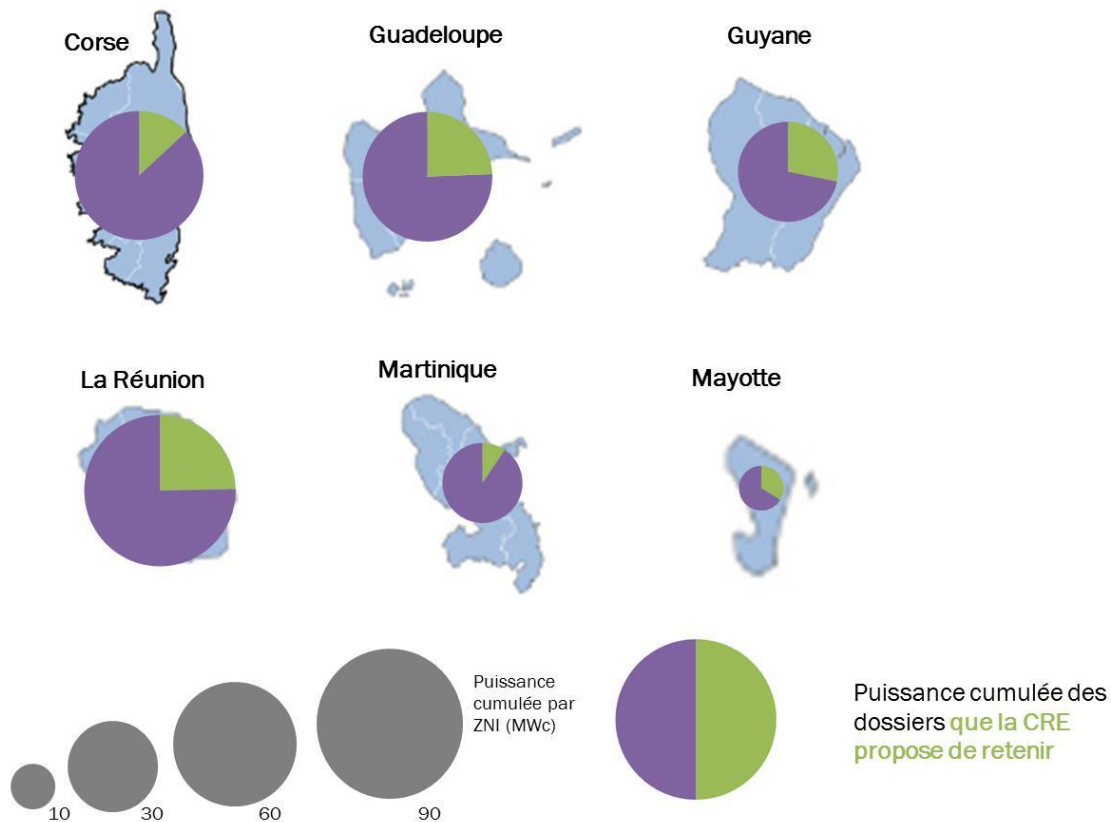
La Réunion est le territoire le plus représenté avec 35 % de la puissance cumulée des dossiers que la CRE propose de retenir. Suivent ensuite la Guadeloupe, qui se place en deuxième en ce qui concerne la puissance cumulée des dossiers que la CRE propose de retenir, avec 25 % du total, puis la Guyane qui représente 18 % de la puissance cumulée des dossiers que la CRE propose de retenir.

La Corse, qui ne faisait pas l'objet de la prescription du paragraphe 1.3.4 du cahier des charges s'agissant du nombre minimal de projets classés pour certains territoires, se place en quatrième position pour ce qui est de la puissance cumulée des dossiers que la CRE propose de retenir, avec 13 % du total, mais en première position en termes de nombre de dossiers retenus.

Le tableau et la carte ci-dessous illustrent la répartition par territoire de la puissance totale des dossiers déposés et de celle des dossiers que la CRE propose de retenir⁷.

| Familles | Ensemble des dossiers déposés | | | | Ensemble des dossiers que la CRE propose de retenir | | | |
|--------------|-------------------------------|--------------|-----------------|--------------|---|--------------|-----------------|--------------|
| | Nb projets | % Nb pro | P cumulée (MWc) | % Ptotal | Nb projets | % Nb pro | P cumulée (MWc) | % Ptotal |
| Corse | 47 | 22 % | 64,0 | 22 % | 20 | 30 % | 8,4 | 13 % |
| Guadeloupe | 47 | 22 % | 63,8 | 22 % | 16 | 24 % | 15,6 | 25 % |
| Guyane | 13 | 6 % | 39,5 | 13 % | 4 | 6 % | 11,1 | 18 % |
| La Réunion | 77 | 36 % | 90,5 | 31 % | 17 | 25 % | 22,3 | 35 % |
| Martinique | 13 | 6 % | 26,9 | 9 % | 4 | 6 % | 2,5 | 4 % |
| Mayotte | 15 | 7 % | 10,1 | 3 % | 6 | 9 % | 3,4 | 5 % |
| Total | 212 | 100 % | 294,9 | 100 % | 67 | 100 % | 63,3 | 100 % |

⁷ Dans la famille 3, trois projets déposés mais qui ne font pas partie de la liste des projets que la CRE propose de retenir sont en fait implantés sur l'île de Saint-Martin mais ont été comptabilisés comme faisant partie de la Guadeloupe.

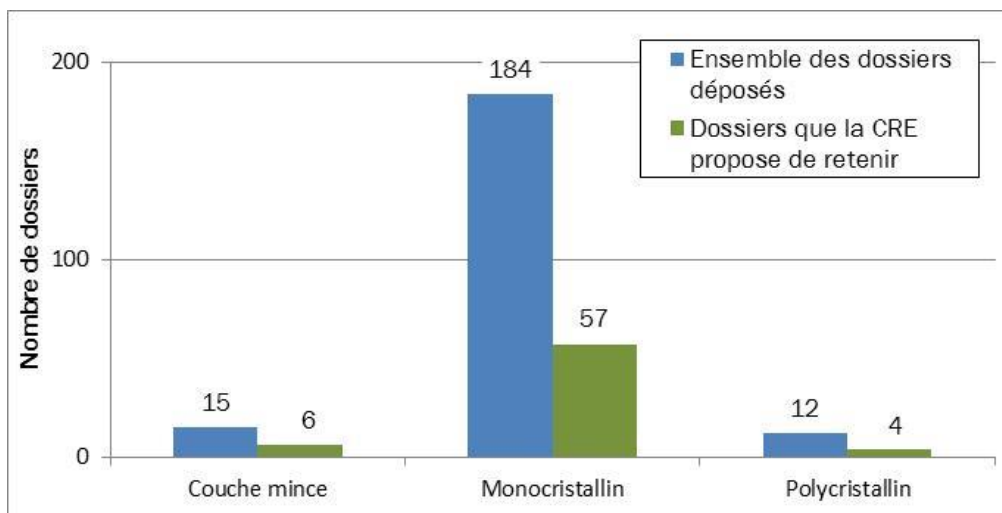


Répartition territoriale des projets

2.6 Caractéristiques techniques des installations

2.6.1 Technologies

Les trois technologies de modules photovoltaïques choisies par les candidats sont celles à base de couche mince, de silicium monocristallin et polycristallin. La technologie du silicium monocristallin représente la majorité des projets avec 88 % des dossiers déposés et 85 % de ceux que la CRE propose de retenir. La répartition est présentée dans le graphique ci-dessous.



Répartition des projets par technologie de module

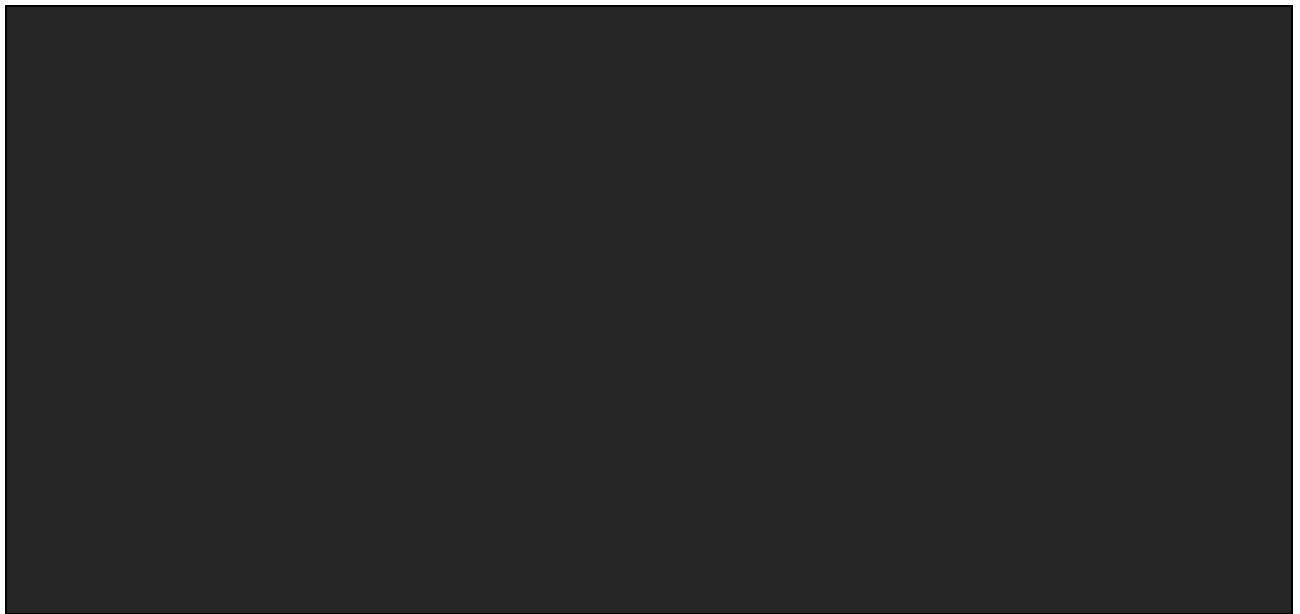
Concernant les dispositifs de suivi de la course du soleil, seulement trois candidats de la famille 3 prévoient d'équiper leurs installations de trackers. Ils ne font pas partie de la liste des projets que la CRE propose de retenir.

2.6.2 Fabricants des modules photovoltaïques



Répartition des projets par fabricant de module

2.6.3 Fabricants des dispositifs de stockage



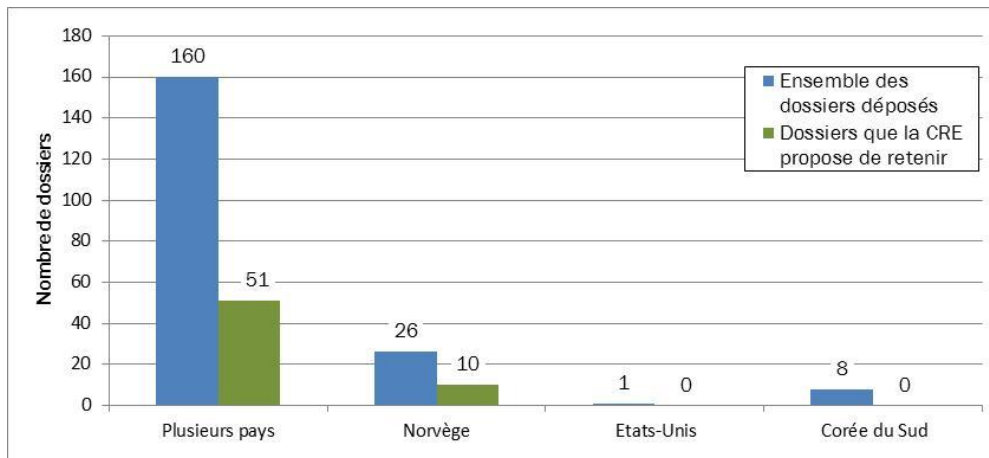
Répartition des projets par fabricant de dispositifs de stockage



2.6.4 Provenance géographique des matériels et technologies des installations

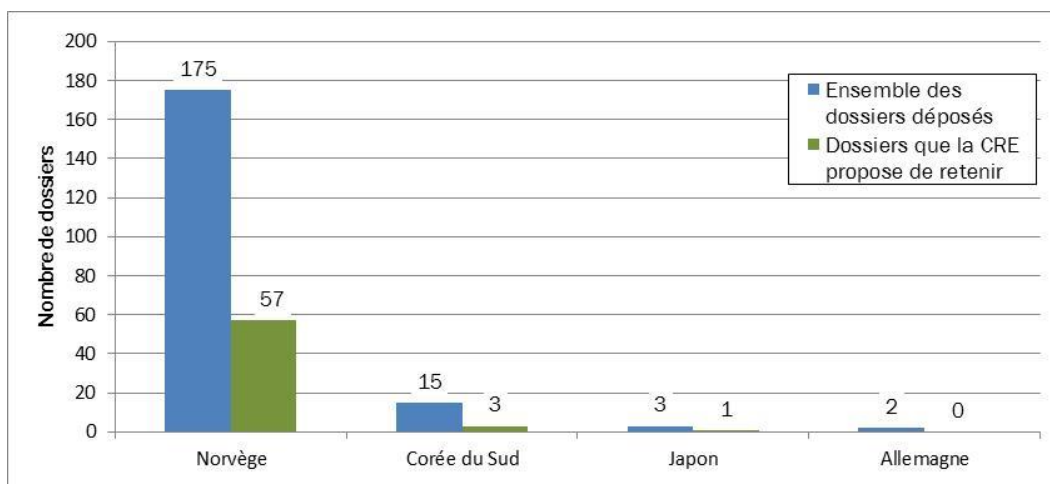
La fabrication d'un module photovoltaïque se fait en plusieurs étapes, dont les principales sont étudiées dans l'évaluation carbone simplifiée comme la purification du silicium, la fabrication des plaquettes (wafers), des cellules ou encore des modules.

Les graphiques ci-après présentent les origines géographiques des principales composantes matérielles des installations, telles que renseignées par les candidats au E. de leur formulaire de candidature, des dossiers déposés et des dossiers que la CRE propose de retenir.



Répartition des projets par lieu de fabrication du polysilicium

84 % des projets que la CRE propose de retenir et concernés⁸ s'approvisionneront avec du polysilicium fabriqué selon un process impliquant plusieurs pays (en général Norvège et Etats-Unis).



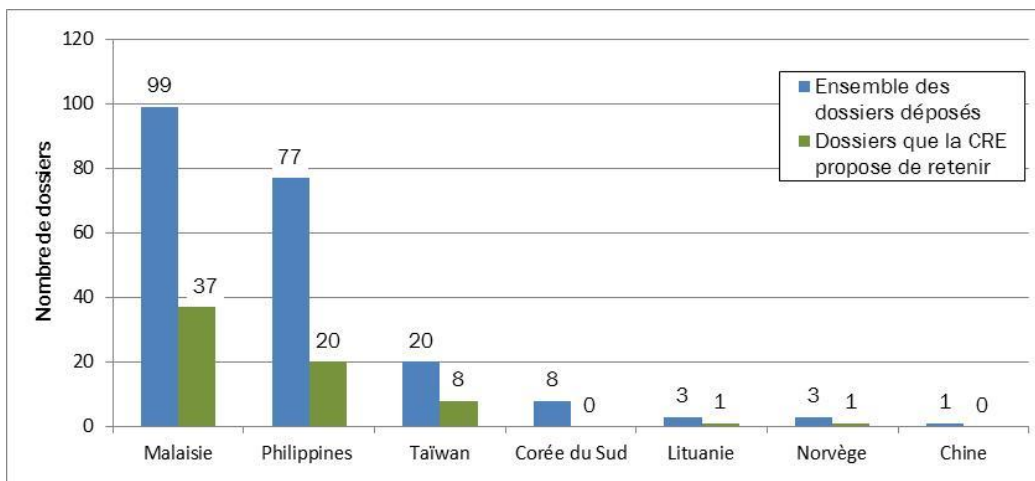
Répartition des projets par lieu de fabrication des plaquettes de silicium (wafers)

Les pays d'origine des plaquettes de silicium (wafers) des projets concernés⁹ et que la CRE propose de retenir sont principalement la Norvège, avec 93 % des projets, la Corée du Sud, avec 5 %, et le Japon, avec 2 %.

⁸ C'est-à-dire les modules monocristallins ou polycristallins, mais pas ceux à base de couche mince.

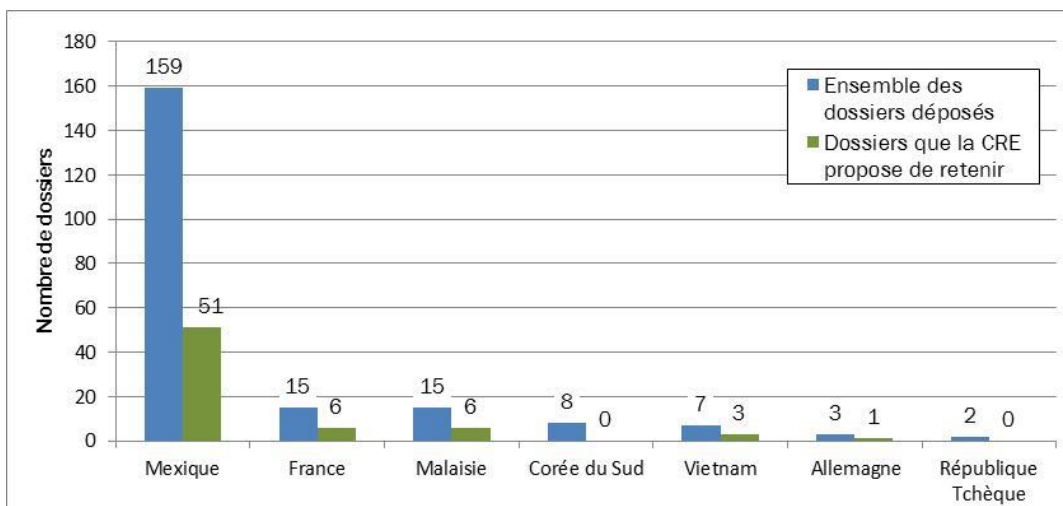
⁹ C'est-à-dire les modules monocristallins ou polycristallins, mais pas ceux à base de couche mince.





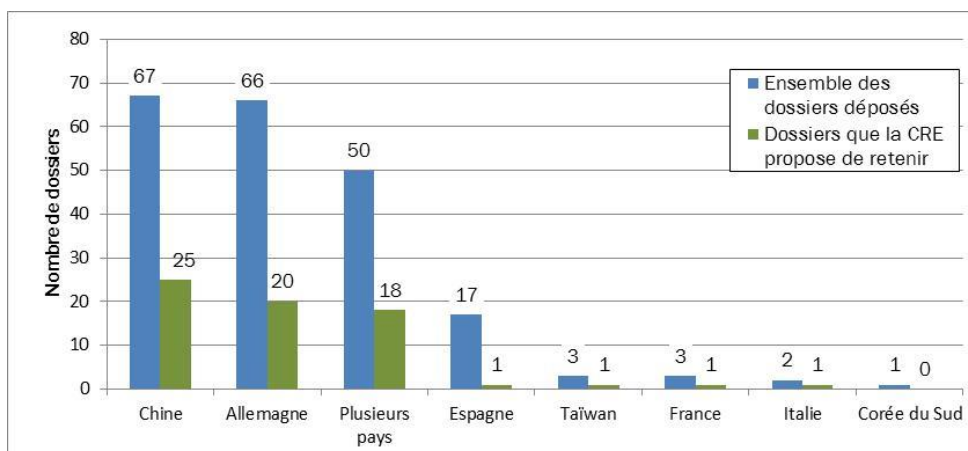
Répartition des projets par lieu de fabrication des cellules

La fabrication des cellules photovoltaïques des projets que la CRE propose de retenir sera majoritairement réalisée en Asie, avec parmi les projets que la CRE propose de retenir, 55 % des projets équipés de cellules fabriquées en Malaisie, 30 % dans les Philippines, et 12 % à Taïwan.



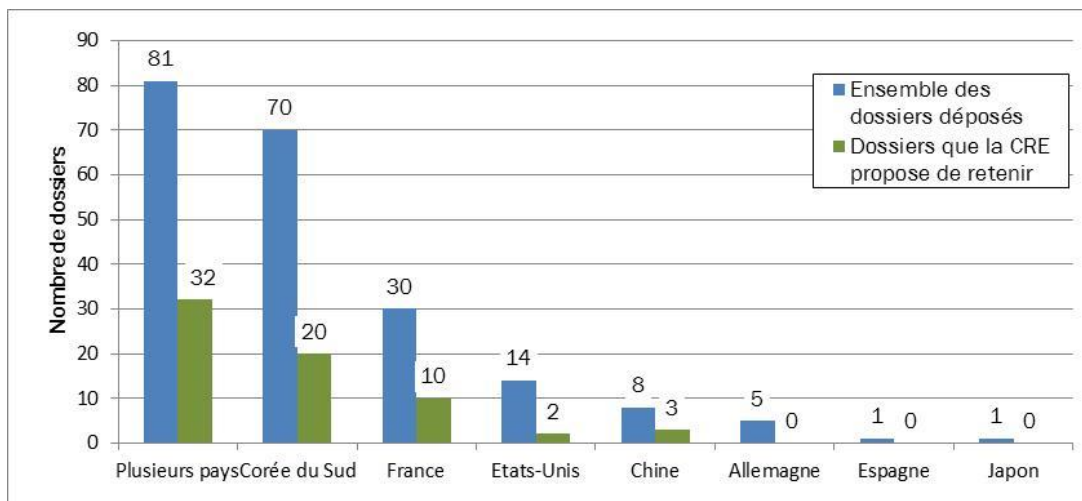
Répartition des projets par lieu de fabrication des modules

L'assemblage des modules photovoltaïques des projets que la CRE propose de retenir sera réalisé majoritairement, à 76 %, au Mexique. Le reste de la fabrication se partage entre la France, avec 9 % du nombre de projets que la CRE propose de retenir, la Malaisie, avec 9 % et le Vietnam, avec 4 %.



Répartition des projets par lieu de fabrication des postes de conversion

37 % des postes de conversion qui équiperont les centrales photovoltaïques des projets que la CRE propose de retenir seront réalisés en Chine. Le reste de ces équipements sera fabriqué en Allemagne à 30 % du nombre de projets que la CRE propose de retenir et selon un process impliquant plusieurs pays à 27 %.



Répartition des projets par lieu de fabrication des dispositifs de stockage

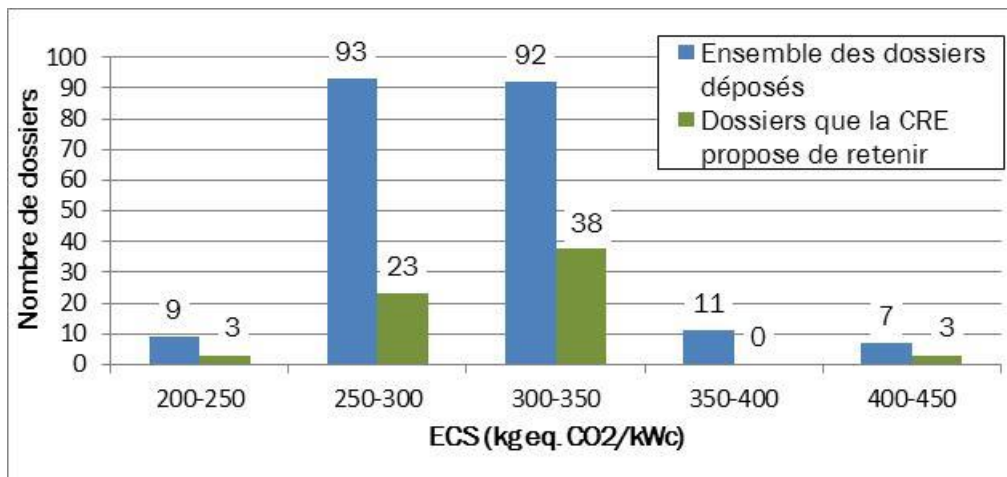
48 % des dispositifs de stockage qui équiperont les centrales photovoltaïques des projets que la CRE propose de retenir seront réalisés selon un process impliquant plusieurs pays. Le reste de ces équipements sera fabriqué en Corée du Sud à 30 % du nombre de projets que la CRE propose de retenir, en France à 15 %, en Chine à 4 % et aux Etats-Unis à 3 %.

2.6.5 Evaluation carbone simplifiée

Pour rappel, un plafond non éliminatoire, mais impliquant une note nulle sur le volet carbone, est fixé à 700 kg eq. CO₂/kWc.

L'ensemble des évaluations carbone simplifiées des dossiers que la CRE propose de retenir ont été réalisées par Certisolis, seul organisme bénéficiant en France d'une accréditation délivrée par l'instance nationale d'accréditation. Le cahier des charges prescrit en effet que l'étude doit être réalisée par un organisme accrédité.

Le graphique ci-dessous présente la répartition des dossiers par valeur d'évaluation carbone simplifiée (ECS).



Répartition des dossiers par tranche de valeur d'ECS

La valeur moyenne de l'ECS des modules des installations des dossiers déposés dans les trois familles est de 300 kg eq.CO₂/kWc pour les dossiers que la CRE propose de retenir.

3. CLASSEMENT DES OFFRES

3.1 Classement des offres de la famille 1

3.1.1 Liste des dossiers que la CRE propose de retenir

| Ran g | Nom du projet | Candidat | Territoire d'implanta- tion | | | Puissance de l'installa- tion (MW) | Puis- sance cumu- lée (MW) |
|------------------|------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|--|--|---|--|
| 1 | SEMARKO_HALL_SP ORTS_BOUILLANTE | SEMARKO SPRING 1 | Guadeloupe | | | 0,228 | 0,228 |
| 2 | SEMARKO_DEUX_FR ERES | SEMARKO SPRING 1 | Guadeloupe | | | 0,154 | 0,383 |
| 3 | SEMARKO_LES_PLAI NES | SEMARKO SPRING 1 | Guadeloupe | | | 0,140 | 0,522 |
| 4 | PAO2B | GDSOL 43 | Corse | | | 0,250 | 0,772 |
| 5 | ZNI-2340 | URBA 197 | Guadeloupe | | | 0,248 | 1,020 |
| 6 | San Antonio | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 1,269 |
| 7 | Pinia 1 | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 1,518 |
| 8 | Acqua | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 1,767 |
| 9 | Pinia 2 | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 2,016 |
| 10 | Pinia 3 | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 2,265 |
| 11 | Praticcioli | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 2,514 |
| 12 | MALPERGO | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 2,763 |
| 13 | SIALA | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 3,012 |
| 14 | Toiture Porto | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 3,261 |
| 15 | PUNTA | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 3,510 |
| 16 | PETINELLO | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 3,759 |
| 17 | CANARELLO | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 4,008 |
| 18 | Punta I Cervi | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 4,257 |
| 19 | Gymnase de Moufia | CORSICA SOLE 17 | La Réunion | | | 0,220 | 4,477 |
| 20 | Garage municipal du Chaudron | CORSICA SOLE 17 | La Réunion | | | 0,220 | 4,697 |
| 21 | ZNI-2345 | URBA 197 | Guadeloupe | | | 0,238 | 4,935 |
| 22 | APEX DOM 61- Vauclin | APEX DOM 6 | Martinique | | | 0,249 | 5,184 |
| 23 | ZNI-2344 | URBA 197 | Guadeloupe | | | 0,244 | 5,428 |
| 24 | MOBILIA | ECOSOL 17 | Guadeloupe | | | 0,219 | 5,648 |
| 25 | Letia | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 5,897 |
| 26 | Hangars de Saint François | SPV ISIS | Guadeloupe | | | 0,236 | 6,133 |
| 27 | ELR18PVG103 | ELECSOL La Réunion 18 | La Réunion | | | 0,250 | 6,383 |
| 28 | ESANDPVG101 | ELECSOL Saint André | La Réunion | | | 0,250 | 6,633 |
| 29 | ELR13PGVG101 | ELECSOL La Réunion 13 | La Réunion | | | 0,240 | 6,873 |
| 30 | LENZA | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 7,122 |
| 31 | EAVIRPVG101 | ELECSOL Les Aviron | La Réunion | | | 0,250 | 7,372 |
| 32 | Crozillac | ECOSOL 7 | Guadeloupe | | | 0,239 | 7,611 |
| 33 | Bâtiment Arcelor | ECOSOL 7 | Guadeloupe | | | 0,214 | 7,825 |
| 34 | AER | ENERGIPOLE QUANTUM | Guadeloupe | | | 0,230 | 8,055 |
| 35 | ESPIERPVG101 | ELECSOL Saint Pierre 1 | La Réunion | | | 0,250 | 8,305 |
| 36 | SOCOFA | ECOSOL 7 | Guadeloupe | | | 0,239 | 8,544 |
| 37 | CANALE | CORSICA SOLE 7 | Corse | | | 0,249 | 8,793 |
| 38 ¹⁰ | Marivat | HELIO 973 | Guyane | | | 0,248 | 9,041 |

¹⁰ La CRE propose de retenir ce projet en application des prescriptions du paragraphe 1.3.4 du cahier des charges relatives aux nombres minimaux de projets classés par territoire.

| | | | | | | | |
|------------------|------------|----------------------------|---------|--|--|-------|--------|
| 39 ¹¹ | ASYTPVG109 | ALBIOMA SOLAIRE MAYOTTE | Mayotte | | | 0,250 | 9,291 |
| 40 ¹² | ASYTPVG104 | ALBIOMA SOLAIRE MAYOTTE | Mayotte | | | 0,250 | 9,541 |
| 41 ¹³ | ASYTPVG105 | ALBIOMA SOLAIRE MAYOTTE | Mayotte | | | 0,250 | 9,791 |
| 42 ¹⁴ | ASYTPVG103 | ALBIOMA SOLAIRE MAYOTTE | Mayotte | | | 0,250 | 10,041 |

3.1.2 Liste des dossiers éliminés

| | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

3.1.3 Liste des dossiers non instruits

Les dossiers sont présentés ci-dessous dans l'ordre décroissant des notes calculées sur la base des informations renseignées par les candidats dans leurs formulaires de candidature.

| | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

¹¹ La CRE propose de retenir ce projet en application des prescriptions du paragraphe 1.3.4 du cahier des charges relatives aux nombres minimaux de projets classés par territoire.

¹² La CRE propose de retenir ce projet en application des prescriptions du paragraphe 1.3.4 du cahier des charges relatives aux nombres minimaux de projets classés par territoire.

¹³ La CRE propose de retenir ce projet en application des prescriptions du paragraphe 1.3.4 du cahier des charges relatives aux nombres minimaux de projets classés par territoire.

¹⁴ La CRE propose de retenir ce projet en application des prescriptions du paragraphe 1.3.4 du cahier des charges relatives aux nombres minimaux de projets classés par territoire.

| | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

3.2 Classement des offres de la famille 2

3.2.1 Liste des dossiers que la CRE propose de retenir

| Ran g | Nom du projet | Candidat | Territoire d'implanta tion | | | Puissance de l'installa tion (MW) | Puis sance cumu lée (MW) |
|------------------|---------------------|------------------------------------|----------------------------------|--|--|--|--------------------------------------|
| 1 | Pernicaggio-B | SAS Corsica Solaire Services | Corse | | | 1,500 | 1,500 |
| 2 | HALLE OMBRIERES | CORSICA VERDE 5 | Corse | | | 1,156 | 2,656 |
| 3 | ZNI-2236 | URBASOLAR ENERGY OCEAN INDIEN 6 | La Réunion | | | 0,955 | 3,611 |
| 4 | ZNI-2238 | URBASOLAR ENERGY OCEAN INDIEN 6 | La Réunion | | | 0,933 | 4,544 |
| 5 | ZNI-2297 | URBA 194 | Guyane | | | 1,500 | 6,044 |
| 6 | Mascareignes 1 et 2 | HELIO REUNION | La Réunion | | | 1,418 | 7,462 |
| 7 | NORDEV | HELIO 974 TOITURES | La Réunion | | | 1,402 | 8,864 |
| 8 | ZNI-2285 | URBA 196 | Guade loupe | | | 0,754 | 9,618 |
| 9 | ZNI-2164 | URBA 194 | Martinique | | | 1,459 | 11,077 |
| 10 | ZNI-2351 | URBA 197 | Martinique | | | 0,266 | 11,343 |
| 11 | HERTZ AEROPORT | CORSICA VERDE 5 | Corse | | | 1,500 | 12,843 |
| 12 ¹⁵ | djema 1 | SPV COREXSOLAR DJEMA 1 | Mayotte | | | 0,900 | 13,743 |
| 13 ¹⁶ | ASYTPVG0201 | ALBIOMA SOLAIRE MAYOTTE | Mayotte | | | 1,500 | 15,243 |

3.2.2 Liste des dossiers éliminés

| | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|

¹⁵ La CRE propose de retenir ce projet en application des prescriptions du paragraphe 1.3.4 du cahier des charges relatives aux nombres minimaux de projets classés par territoire.

¹⁶ La CRE propose de retenir ce projet en application des prescriptions du paragraphe 1.3.4 du cahier des charges relatives aux nombres minimaux de projets classés par territoire.



| | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

3.3 Classement des offres de la famille 3

3.3.1 Liste des dossiers que la CRE propose de retenir

| Rang | Nom du projet | Candidat | Territoire d'implantation | | Puissance de l'installation (MW) | Puissance cumulée (MW) |
|------|-------------------------------------|----------------------------------|---------------------------|--|----------------------------------|------------------------|
| 1 | La piemontaise | SAS Piemontaise Solaire Services | La Réunion | | 1,040 | 1,040 |
| 2 | DESVARIEUX | SAS Desvarieux Solaire Services | Guadeloupe | | 4,193 | 5,233 |
| 3 | CENTRALE SOLAIRE FONDS CARAÏBES | HELIO FONDS CARAÏBES | Guadeloupe | | 5,000 | 10,233 |
| 4 | Terre de Bas | HELIO FONDS CARAÏBES | Guadeloupe | | 2,978 | 13,211 |
| 5 | Montjoly 2 | SAS Montjoly 2 Solaire Services | Guyane | | 4,350 | 17,561 |
| 6 | Centrale photovoltaïque de TOUCAN 2 | MONTSINERY 1 | Guyane | | 5,000 | 22,561 |
| 7 | Ti Morne | SAS Antilles Solaire Services | Martinique | | 0,571 | 23,133 |
| 8 | CS Hélios La Perrière 3 | HELIO SAINT BENOIT | La Réunion | | 3,845 | 26,978 |
| 9 | CS Hélios La Perrière 2 | HELIO SAINT BENOIT | La Réunion | | 3,351 | 30,329 |
| 10 | CS Pierrefonds 1 | HELIO SAINT BENOIT | La Réunion | | 3,478 | 33,807 |
| 11 | CS Pierrefonds 2 | HELIO SAINT BENOIT | La Réunion | | 0,958 | 34,764 |
| 12 | CS Pierrefonds 3 | HELIO SAINT BENOIT | La Réunion | | 3,276 | 38,040 |

3.3.2 Liste des dossiers non instruits



TABLE DES ILLUSTRATIONS

| | |
|--|----|
| Illustration de la procédure d’instruction des dossiers | 2 |
| Evolution du prix moyen des offres que la CRE propose de retenir pour les installations sur bâtiments | 8 |
| Evolution du prix moyen des offres que la CRE propose de retenir pour les installations au sol | 9 |
| Répartition des dossiers par tranche de prix proposé | 10 |
| Prix proposé par les candidats en fonction de la taille des installations | 10 |
| Impact de la majoration en cas de fourniture de puissance à la pointe sur la rémunération des candidats | 11 |
| Répartition territoriale des projets | 14 |
| Répartition des projets par technologie de module | 14 |
| Répartition des projets par fabricant de module | 15 |
| Répartition des projets par fabricant de dispositifs de stockage..... | 15 |
| Répartition des projets par lieu de fabrication du polysilicium | 16 |
| Répartition des projets par lieu de fabrication des plaquettes de silicium (wafers)..... | 16 |
| Répartition des projets par lieu de fabrication des cellules | 17 |
| Répartition des projets par lieu de fabrication des modules..... | 17 |
| Répartition des projets par lieu de fabrication des postes de conversion | 17 |
| Répartition des projets par lieu de fabrication des dispositifs de stockage..... | 18 |
| Répartition des dossiers par tranche de valeur d’ECS | 18 |